



Étude iBEST

premiers résultats

octobre 2013

iBEST ?

Indicateurs : des données opposables ou complémentaires à celles utilisées classiquement.

Bien-Être mais aussi bien commun, bien public, richesses au pluriel.

Soutenable : penser le bien-être comme projet de société qui puisse s'inscrire dans le temps (*ou soutenable*) sur le plan social et environnemental.

Territorialisé : s'inscrire dans notre espace, notre cadre de vie.



Étude iBEST

premiers résultats

octobre 2013

À l'origine : pourquoi s'intéresser au bien-être ?

Qu'est-ce que la richesse ? Les indicateurs économiques – au premier rang desquels le célèbre PIB- apportent une réponse chiffrée : n'est richesse que ce qui “s'exprime sous forme monétaire”. Mais cette approche entre en conflit avec ce que disent les citoyens : quand on leur pose la question “qu'est-ce qui compte ; qu'est-ce qui a de la valeur pour vous ?” les richesses citées sont bien souvent non monétaires, non marchandes, de l'ordre de la relation humaine, de la qualité de vie, du bien-être.

Nos instruments de mesure de la richesse seraient donc réducteurs. Pire, ils contribueraient à donner une image fautive, partielle de notre quotidien. On le constate par exemple dans l'observation “sociale” ; les seuls indicateurs mobilisables sont négatifs : chômage, descolarisation, délinquance... Il n'existe que peu de données chiffrées rendant compte des richesses non-monétaire sous tendant une dynamique, un bien-être social.

C'est pour pallier ces manques que le projet **iBEST** est né. **I** pour **Indicateurs** : parce que pour peser dans le débat politique, économique et social, il fallait des chiffres ; il fallait produire des données opposables / complémentaires à celles utilisées classiquement. **BE** pour **Bien-Être**, évidemment, mais



aussi bien commun, bien public, richesses au pluriel. **S** pour **Soutenable** : il apparait que mon bien-être dépend de celui des autres, mon bien-être conditionne celui de mes enfants. Penser la “soutenabilité” du bien-être c’est le réfléchir comme un projet de société, dans la durée. Et enfin **T** pour **Territorialisé** parce que le bien-être n’est pas “hors sol”, il s’inscrit dans notre espace, notre cadre de vie.

La méthode

La mesure du bien-être s’est appuyée sur deux sources d’information et de réflexion complémentaires :

Une démarche experte, conduite par l’université : en novembre 2012, 1 000 habitants de l’agglomération ont été enquêtés par téléphone *via* un questionnaire d’une trentaine de minutes centré sur leurs conditions de vie et leurs pratiques sociales. Ces résultats ont été analysés, ils ont permis d’apporter un éclairage nouveau sur les dynamiques sociales à l’œuvre sur le territoire. Ce sont les résultats de cette recherche qui sont présentés, de façon synthétique, dans le présent document.

Une démarche participative : il semblait plus pertinent de définir le bien-être en ne se limitant pas qu’aux débats d’experts... c’est pourquoi deux démarches ont été mises en place :

Nota Bene :

Cette enquête de novembre 2012 a été conçue comme une photographie initiale, une référence à partir de laquelle des comparaisons dans le temps et dans l’espace pourront avoir lieu. Des compléments d’enquête sur des territoires plus fins permettront d’analyser plus finement les éléments qui ancrent le bien-être dans un territoire de vie.

1. Début 2013, a été déployée dans l’agglomération grenobloise la méthode SPIRAL du Conseil de l’Europe, grâce à des citoyens et techniciens volontaires et formés. Cette méthode part de questions très ouvertes sur le bien-être dans plusieurs groupes homogènes (c’est-à-dire partageant une caractéristique commune). Les groupes étant encore en cours de développement, les résultats feront l’objet d’une publication ultérieure.
2. La discussion de l’image construite par le travail statistique entre des citoyens intéressés et/ou représentatifs de l’étude ; des professionnels du territoire ; des élus et des chercheurs externes au projet. Ces débats auront lieu d’abord successivement puis ensemble : début décembre 2013 lors d’un forum hybride qui permettra de croiser les regards des différents acteurs sur ce qui compte et doit être compté.





Les résultats de l'étude universitaire

Le bien-être n'est pas un « objet » dont on pourrait mesurer les contours et le poids. C'est un accord variable entre ce que nous sommes et désirons, à un moment donné, et les possibilités offertes par notre environnement social et naturel, matériel et immatériel. Le bien-être serait, en d'autres termes, une harmonie entre un grand nombre de dimensions : notre cadre de vie, notre travail, notre santé, nos relations avec autrui, etc. Il semble qu'une partie du bien-être se joue dans la tension entre rêve et réalité, entre ce à quoi j'aspire et ce que j'ai / ce que je suis : la première partie de l'étude s'intéresse à cette idée d'« accomplissement », qui se traduit de façon très variable selon nos conditions de vie. La seconde partie creuse d'avantage une dimension peu connue de la statistique classique : la sociabilité. Nous nous sommes interrogés sur la façon dont les relations, l'engagement dans la société pouvaient influencer, ou pas, sur le bien-être de chacun.



1. La réalisation des aspirations

Être en phase avec ses aspirations, avoir ce que chacun estime important pour bien vivre : sans doute tient-on là une des clés du bien-être. Pour mesurer cet “accomplissement”, le questionnaire portait non seulement sur la satisfaction sur sa vie, en général, mais aussi sur différents aspects de nos conditions de vie : le travail, le cadre de vie (logement, quartier, ville), la santé et les relations qu’on entretient avec les autres. La combinaison de ces différents indicateurs de satisfaction fait ressortir quatre éléments qui, manifestement, comptent pour notre bien-être... mais n’ont sans doute pas le même poids selon le moment du cycle de vie dans lequel nous sommes.

Le bonheur de ne plus / pas encore avoir à travailler

Ceux qui expriment la plus large satisfaction sur tous les plans, ceux qui seraient, en somme, les plus « *heureux* », sont... **les personnes qui n’ont pas, ou plus, à travailler**. Autrement dit, il s’agit de ceux que la statistique publique désigne comme les “inactifs” parmi lesquels il faut distinguer deux sous-groupes : les jeunes (lycéens, étudiants) d’une part, et les retraités, d’autre part.

Pour les premiers, ce sont les relations qui comptent le plus : relations avec leur famille mais également divers cercles de sociabilité plus larges. La sociabilité est le principal facteur de bien-être pour les plus jeunes. Ceux-ci ont une sociabilité beaucoup plus dense que les autres catégories d’âge et 91 % des jeunes déclarent pouvoir compter sur quelqu’un en cas de difficulté alors que seulement 63 % des 65 ans et plus peuvent en dire autant. et la très grande majorité de ceux qui ont été interrogés dans notre enquête se déclarent « *satisfaits* » sur ce point.

Les retraités, quant à eux, accordent plus d’importance aux relations qu’ils ont avec les membres de leur famille mais peuvent moins compter sur elle que les plus jeunes. En revanche, ils accordent beaucoup d’importance à leurs relations de voisinage et se préoccupent de leur cadre de vie : leur logement et leur quartier. Pour cette génération, le cadre

est aussi bien humain que bâti : il semble que la majorité des retraités ayant répondu à l'enquête a mené une carrière professionnelle stable qui les a conduits à s'assurer du choix du logement qui leur convient dans un quartier qui leur plaît.

Les conditions d'emploi : le bonheur d'avoir du temps et d'être reconnu

La très grande majorité de ceux qui ont un emploi stable met également la plupart des indicateurs au vert. Cependant, deux éléments peuvent atténuer la perception qu'ils ont de leur bien-être :

Le manque de temps : certains de ces actifs regrettent de ne pas disposer du temps nécessaire à leur épanouissement extra-professionnel, du temps pour leurs loisirs et les relations avec leurs proches. Un certain stress au travail est aussi souvent évoqué. Si le plus grand nombre de ceux qui expriment cette aspiration exercent une profession parmi les catégories dites "supérieures" (les cadres, les techniciens...), on trouve aussi un nombre important d'employés et d'ouvriers.

Le manque de reconnaissance financière : les autres, tout en étant globalement satisfaits de leurs conditions de vie, estiment qu'ils ne gagnent pas autant que ce qu'ils méritent. La plupart de ces réponses émanent de personnes exerçant une profession d'employés ou d'ouvriers, mais pas seulement. Leurs conditions de vie objectives – dont leurs revenus – ne semblent pas significativement dégradées mais cette opinion traduit un certain sentiment d'injustice.

La nécessité d'avoir une bonne santé

C'est plutôt en creux que la santé contribue au bien-être : quand elle est défaillante, elle devient le critère premier de mal-être, même si l'on dispose de toutes les sécurités matérielles nécessaires pour bien vivre (des revenus suffisants, un logement, etc.) Ce problème est surtout évoqué parmi les populations les plus âgées ; mais près d'un tiers des personnes insatisfaites de leur état de santé ont moins de 60 ans. Si la vulnérabilité médicale augmente avec l'âge, elle prend parfois des formes précoces. Dans tous les cas, les

différentes personnes qui s'estiment en mauvaise santé sont en même temps moins satisfaites de leurs relations avec les autres, c'est particulièrement vrai chez les plus jeunes, pour lesquels cette aspiration à des relations sociales est la plus forte.

La précarité sociale : la nécessité d'avoir accès aux besoins fondamentaux

Les personnes qui se disent systématiquement les moins satisfaites de leurs conditions de vie sont celles qui cumulent les difficultés matérielles. Parmi elles, il faut distinguer deux types : celles qui ont un emploi à durée déterminée et/ou à temps partiel et celles qui sont au chômage. Cette vulnérabilité par rapport à l'emploi s'accompagne bien évidemment, de faibles revenus : ces personnes se disent très souvent endettées et s'imposent régulièrement des restrictions pour "boucler" leur fin de mois... en particulier sur l'alimentation et sur les soins médicaux. La précarité sociale s'accompagne aussi souvent d'une mauvaise appréciation sur son état de santé et sur les relations que l'on entretient avec autrui.

Par ailleurs, on trouve, parmi les gens en mauvaise santé, des expressions très marquées de stress, de sentiment de ne pas avoir le contrôle sur sa vie, de sentiment d'insécurité sociale et économique. Ils expriment plus que les autres une grande difficulté à concilier les temps professionnels et personnels, et sans doute y compris du temps pour prendre soin de sa santé. On constate l'apparition de formes de "cercles vicieux".

Là encore, on voit que la richesse monétaire influe sur le bien-être en creux : sans le minimum pour vivre, il devient le critère premier. Il faut cependant noter qu'on trouve chez ces personnes une part non négligeable se déclarant « *très heureux* » et qu'apparaissent des formes d'entraide, de "système D" où les plus précaires se disent largement aussi aidants qu'aidés.

Y A-T-IL DES ENDROITS DANS L'AGGLOMÉRATION OÙ ON VIT MIEUX ? AUTREMENT DIT, LE BIEN-ÊTRE EST-IL « TERRITORIALISÉ » ?

L'étude iBEST a été menée sur l'ensemble de l'agglomération grenobloise, mais avec la possibilité de descendre à l'échelle de 7 grands secteurs distinguant Grenoble et 6 regroupements de commune cohérents.

Premier constat : le lieu d'habitation, au sens localisation sur le territoire de l'agglomération, est très peu discriminant pour définir le bien-être de chacun. Autrement dit, il est rarement repéré comme critère déterminant et passe bien après le rapport aux autres, à l'emploi, aux ressources... Cette non-différenciation s'explique par un constat : ce n'est pas tant la localisation ou le logement qui compte que la façon dont le cadre de vie est perçu et approprié. Ce qui compte c'est ce qu'il y a autour du logement, faisant de cet espace un lieu où la qualité de vie et/ou des relations sociales sont agréables.

Mais quand on observe plus en détail les critères qui rendent tel ou tel secteur attractif, apparaissent deux types de territoires : les **secteurs urbains** qui rassemblent la majorité de la population actuelle ; et le **secteur péri-urbain** qui, pour le périmètre de la Métro jusqu'en 2013, ne rassemble que les habitants du "Grand Sud" (depuis Claix jusqu'au Gua, en passant par Vif). Les habitants du secteur urbain (centre large de l'agglomération) se distinguent par un rapport au logement plus « résigné » : celui-ci pèse fortement sur leur budget, apparaît comme

bruit...) mais, pour autant, ils en sont satisfaits. La raison est à chercher dans l'environnement du logement : des liens sociaux, une vie de quartier « riche ». Autrement dit les caractéristiques résidentielles du logement qui constituent les « **aménités urbaines** ». Quant aux habitants du Grand Sud, relativement éloignés du centre de l'agglomération, ils ont un logement individuel, plutôt grand et confortable, dont le choix repose sur les qualités paysagères et environnementales du quartier mais un accès moins simple et direct aux services.

On voit donc se dessiner différentes façons d'habiter l'agglomération : les **aménités péri-urbaines** fondées sur la vie du quartier, la perception du paysage et de l'environnement et les **aménités urbaines** liées à l'accès aux services, publics et privés, et la perception positive du quartier

La valorisation de ces aménités, parce qu'elles jouent grandement sur la satisfaction ressentie à l'égard de son logement et de son cadre de vie, dans le respect de leur diversité territoriale, devient de ce fait un enjeu de politiques publiques.

UN INDICATEUR SYNTHÉTIQUE





2. Les formes de la sociabilité

La sociabilité est l'ensemble des liens noués avec autrui, qu'il s'agisse de personnes proches ou plus lointaines, d'engagements formels ou informels. Une manière fine d'approcher la sociabilité est de l'envisager comme l'activité par laquelle chacun reçoit et produit du lien : le bien-être dépendrait alors des différentes formes d'inscription des personnes dans des réseaux de sociabilité.

Pratiquement, cette dimension du bien-être est appréhendée à partir de la combinaison de 4 types de liens sociaux :

- **la sociabilité intra-familiale** : il s'agit de considérer si la personne interrogée vit seul, en couple ou en famille (foyer) ;
- **les pratiques de sociabilité** stricto sensu, mesurées à partir d'un indicateur de la fréquence des rencontres avec les membres de sa famille (hors les membres du foyer), ses amis, ses voisins et ses collègues (hors du travail) ;
- **la sociabilité culturelle** évaluée à partir de la lecture de livres et de journaux ; du « temps écran », étant entendu qu'il s'agit d'une approche du prolongement « électronique » des sociabilités ; et de la fréquence des sorties (le spectacle sportif étant inclus dans cette définition) ;
- **la sociabilité citoyenne** qui tient compte de la participation aux différentes consultations électorales (locales, nationales ou professionnelles) et de la participation à divers types de mobilisations collectives.

Leur combinaison permet de dessiner les contours de sept formes ou univers de sociabilité. sommes.

L'univers **de l'engagement**

Première forme de sociabilité : celle qui s'appuie sur un fort engagement citoyen. C'est-à-dire : une participation électorale assidue et une plus grande participation à des mobilisations visant à résoudre un problème collectif. Dans ce registre, il faut distinguer deux types de personnes très « concernées » : des personnes plutôt âgées (vivant seules ou bien en couple sans enfant) mais qui sortent beaucoup et des individus plus jeunes qui vivent en famille et, sans doute de ce fait, sortent un peu moins.

L'univers **familial et amical**

Cet univers, contrairement au précédent qui ouvre un plus grand champ de pratiques, se caractérise par les pratiques de sociabilités « classiques ». Il s'agit des relations que l'on entretient très fréquemment avec de larges cercles de sociabilité : famille, amis, voisins, etc. Comme précédemment, il faut distinguer deux sous-groupes. Le premier compte surtout des jeunes dont les pratiques de sociabilité sont à la fois les plus intenses et les plus extérieures (orientées vers les sorties)... et qui utilisent beaucoup les technologies de communication. Le second comprend essentiellement des familles dont les rencontres avec leurs amis sont peut-être un peu moins fréquentes, mais surtout plus domestiques. Mais globalement, il s'agit de personnes très « reliées » aux autres, qui disposent d'une solide « toile » sociale.

L'univers **domestique**

Cet univers de pratiques ressemble beaucoup au précédent mais les pratiques sont moins fréquentes et réduites à un cercle de proches. C'est là un type de sociabilité très caractéristique des milieux populaires.

L'univers « **en solo** »

Cet univers est surtout le fait d'individus plutôt jeunes, vivant seuls et dont les pratiques de sociabilité n'apparaissent pourtant pas aussi intenses qu'on pourrait s'y attendre. Leurs relations se produisent souvent à l'extérieur du domicile même si leur sociabilité s'appuie beaucoup sur l'utilisation d'écrans (ordinateurs, tablettes ou smartphones) pour communiquer

L'univers **de l'isolement**

Ce dernier univers est marqué par une faible sociabilité sur tous les plans : l'engagement citoyen, les relations familiales ou avec les proches. Si ce groupe comporte surtout des personnes âgées, il compte aussi une part importante de plus jeunes, en particulier dans les milieux populaires où la précarité est la plus fréquente.

LA SOCIABILITÉ “REMPART” CONTRE LE MAL-ÊTRE ?

Une liaison assez claire apparaît entre la satisfaction que l'on exprime sur sa vie en général, voire son sentiment de bonheur, et les réseaux sociaux dans lesquels on se trouve inséré : la configuration des liens sociaux (leur intensité, leur diversité, leur qualité) vont impacter sur le sentiment que l'on a de son bien-être. Une prime semble devoir être accordée à la **sociabilité familiale** et aux relations amicales qui déterminent systématiquement une meilleure appréciation de son bien-être ; plus que les autres formes de participation, comme celles de l'engagement citoyen par exemple.

Dans l'ensemble, on constate que les liens sociaux constituent un terreau très favorable au bonheur : les personnes qui ont le plus de liens sociaux, sont aussi celles qui se disent les plus heureuses (et pas seulement les plus « satisfaites »). Et c'est vrai quel que soit leur degré de “réalisation”, même si elles souffrent de contraintes matérielles pesantes. Par exemple, au sein du groupe identifié comme bénéficiant

de conditions matérielles « suffisamment bonnes » mais qui expriment un sentiment d'injustice salariale, ceux qui ont de nombreuses relations sociales sont 46 % à se dire « *très heureux* » alors qu'ils ne sont plus que 16 ou 17 % parmi ceux qui entretiennent une sociabilité moins riche (*solo* ou *isolé*). De même, chez ceux qui sont touchés par la vulnérabilité et/ou la précarité sociale, une sociabilité de qualité détermine un “mieux-être” : parmi les personnes en précarité, celles qui ont un univers de sociabilité très large sont 20 % à se dire « *très heureuses* » alors qu'elles ne sont que 8 % ou 7 % chez les “solos” ou “isolées”.

La sociabilité semble donc alléger le poids des conditions matérielles... mais dans une certaine mesure seulement, puisque, dans les groupes pour lesquels les difficultés s'accumulent, la part de ceux qui se disent « *très heureux* » reste toujours très inférieure à ce qu'elle est ailleurs. Et l'accumulation des difficultés matérielles se traduit aussi souvent, à terme, par un isolement social.

Autre bémol, une fréquentation intense de sa famille n'est pas forcément associée systématiquement à une satisfaction plus grande : il existe sans doute un phénomène de saturation ! L'enjeu est de considérer non simplement la diversité et l'intensité des liens mais aussi leur **qualité**.

Autre exemple en ce sens : avoir des relations intenses n'est pas toujours une garantie du fait de pouvoir compter sur quelqu'un en cas de difficulté. Pire : moins on peut compter sur quelqu'un en cas de coup dur et plus on est défiant vis-à-vis d'autrui. Les personnes ayant le plus le sentiment d'être seul dans les situations difficiles sont celles âgées de plus de 65 ans, ayant souvent un bon niveau de ressources monétaires et les personnes ayant un bas niveau de revenu et/ou de diplôme qui appartiennent souvent à la catégorie des ouvriers.

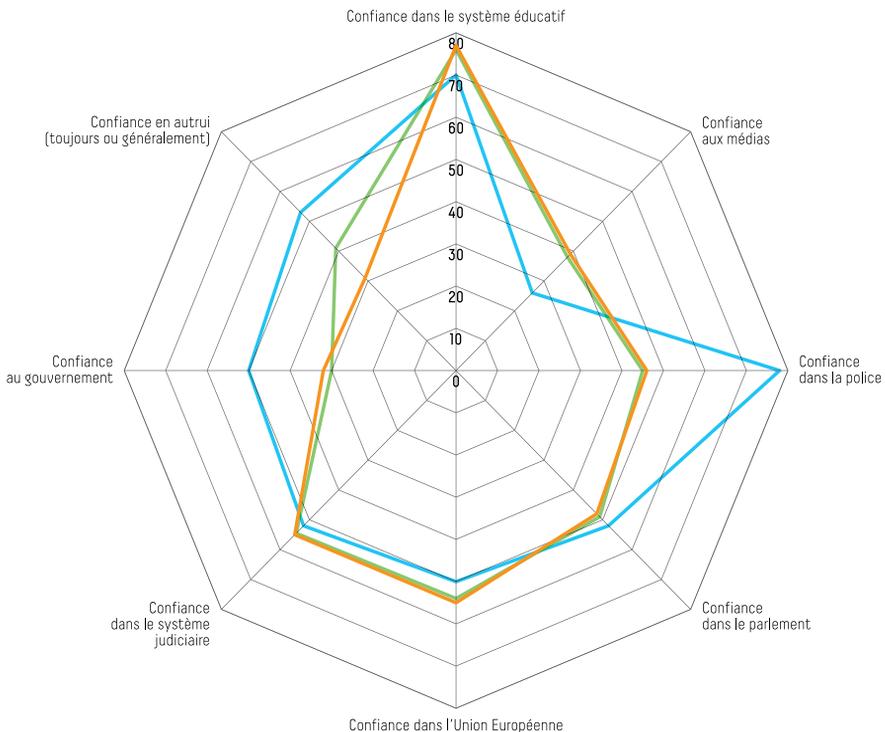


DES SPÉCIFICITÉS DE L'AGGLOMÉRATION GRENOBLOISE ? L'EXEMPLE DES RELATIONS SOCIALES

Peu de données chiffrées existent localement sur les liens sociaux et la participation des habitants. L'enquête iBEST, en mettant la focale sur ces différents aspects, donne la possibilité de comparer le territoire grenoblois aux agglomérations comparables ou à l'échelle nationale. Ce regard décalé vient questionner un mythe grenoblois, celui de la dynamique des habitants.

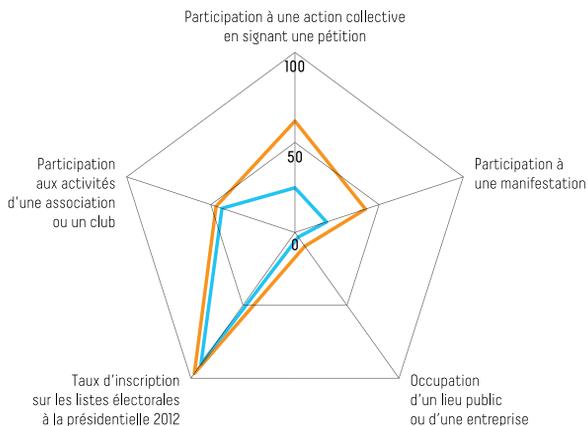
L'agglomération est marquée par une configuration particulière des liens sociaux qui se caractérise par **une certaine faiblesse du lien social institutionnalisé au profit de formes plus informelles de sociabilité**. Non seulement le tissu de relations interpersonnelles est très dense dans l'agglomération, où la famille et les amis jouent un rôle prépondérant, mais bien plus qu'ailleurs, les grenoblois disent avoir confiance en autrui. La confiance dans les institutions est également forte mais celle-ci ne s'accompagne pas d'une participation institutionnelle importante.

Bien que les pratiques les plus souvent mises en avant en termes de participation (participation à une association et taux d'inscription sur les listes électorales) soient presque aussi fréquentes qu'à l'échelle nationale, les autres modes de participation à une action collective sont à des niveaux drastiquement plus bas. Le sentiment d'implication (au quartier, à la ville, à l'agglomération) est plus faible qu'ailleurs, ce qui est contre-intuitif par rapport à une histoire militante souvent mise en avant.



Confiance en autrui et dans les institutions

- Agglomération grenobloise
- France
- Agglomérations de tailles comparables



Les modes classiques de participation

Conclusion :

du bien-être de chacun au bien-être de tous

Le bien-être est donc un savant équilibre entre les aspirations et les réalisations de chacun, entre ce qui nous manque et ce qui nous satisfait. L'étude iBEST permet de mettre des mots, de comprendre, d'objectiver les éléments de cet équilibre. Elle laisse ouvertes un certain nombre de questions. Par exemple, la façon dont chacun définit et redéfinit ses aspirations : n'avons-nous pas tendance à intégrer les contraintes matérielles et immatérielles ? Cette capacité à intégrer le "principe de réalité" est-il un renoncement ou une force ?

On constate par ailleurs qu'un des facteurs fort de différenciation *des* bien-être est le cycle de vie : on n'en a pas la même définition selon les périodes de sa vie. Comment les équilibres se recomposent-ils au fil du temps ? Qu'est-ce qui ne change pas, ou qu'est-ce qui change radicalement, selon les individus et/ou les grandes périodes de sa vie ?

Au cœur de cet équilibre on trouve : la relation que l'on entretient – ou pas – avec l'emploi ; la santé bien sûr mais aussi l'intensité, la diversité et la qualité des liens sociaux. Cette étude confirme donc bien que le bien-être n'est pas qu'individuel au sens strict du terme, hommes et femmes sont en relation avec les autres et sont des êtres sociaux !

Si la **cohésion sociale** est la **capacité d'une société à assurer le bien-être de tous***, on constate ici qu'il n'existe pas une seule définition du bien-être et qu'il s'agit donc, pour assurer la cohésion, de permettre la compatibilité de ces bien-être. Les

* **Bien-être de tous :**
selon définition du
Conseil de l'Europe.

écarts dans le rapport au bien-être, et l'existence de situations -rares- de mal-être fortes interrogent sur la capacité pour une société à penser le bien-être de tous et non pas seulement du plus grand nombre. Cet enjeu est d'autant plus important que, même si l'enquête a été conduite de manière individuelle, les résultats montrent l'interconnexion des bien-être : le mien dépend de celui des autres

Dès lors, comment assurer cette ambition de bien-être de tous, sans générer des inégalités ? Qu'est-ce qui relève de la responsabilité des services publics ? De la société civile ? Faut-il que les services publics se concentrent sur ceux qui expriment le plus fort mal-être et notamment ceux qui expriment un sentiment d'injustice ? Ou qu'ils mettent en place les conditions générales d'amélioration d'un bien-être qui serait le "plus petit dénominateur commun" ? Comment notamment intégrer cette "prime" donnée aux relations sociales, et notamment familiales ? Enfin, comment penser plus globalement ce qui relève du bien commun qui potentiellement pourrait rentrer en opposition/friction avec le contenu que chacun donne au bien-être ?

Étude iBEST : premiers résultats octobre 2013

L'équipe projet : élus, chercheurs, techniciens, citoyens : les contributeurs et porteurs du projet iBEST sont issus d'horizons extrêmement divers. Les principales chevilles ouvrières de l'étude restent l'équipe de chercheurs – économistes, sociologues, urbanistes, politistes, informaticiens... – réunis autour du centre de recherche en économie de Grenoble (CREG), à l'UPMF.

Mais le portage politique par les élus de la Région Rhône-Alpes et de la communauté d'agglomération Grenoble-Alpes Métropole a permis l'expérimentation et l'ancrage local de ce projet. L'implication de techniciens de différentes collectivités territoriales et de citoyens engagés a inscrit d'entrée de jeu iBEST dans les pratiques et références locales.





Étude iBEST

premiers résultats

octobre 2013

iBEST ?

Indicateurs : des données opposables ou complémentaires à celles utilisées classiquement.

Bien-Être mais aussi bien commun, bien public, richesses au pluriel.

Soutenable : penser le bien-être comme projet de société qui puisse s'inscrire dans le temps (*ou soutenable*) sur le plan social et environnemental.

Territorialisé : s'inscrire dans notre espace, notre cadre de vie.